

**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre en baisse**

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... (Page 07)

**Salon** (Page 08)

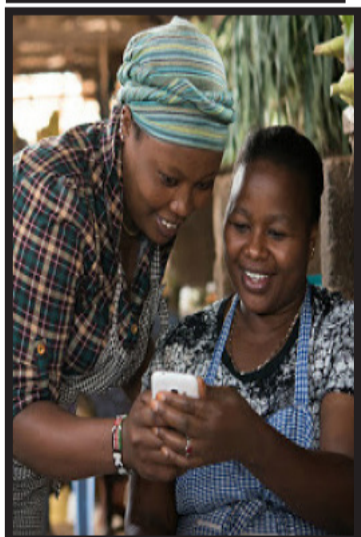
**La grand-messe de la Tech prêche des convertis**

Après une année de pandémie bénéfique à l'industrie de la Tech, le Consumer Electronics Show a ouvert ses portes lundi dans une ...

**Données**

**WhatsApp tente de rassurer ses utilisateurs**

Jeudi, la messagerie a demandé à ses utilisateurs d'accepter de nouvelles conditions, lui ... (Page 08)



**Communications Electroniques au Togo** (Page 03)

**L'ARCEP pour une meilleure qualité des services**



• Michel Yaovi Galley, Directeur Général de l'ARCEP Togo

**Inclusion financière au Togo** (Page 04)

**La stratégie nationale présentée en Conseil des ministres**

**Emploi au Togo**

**Un nouveau code du travail entre en vigueur**

Au Togo, l'Assemblée nationale a doté le pays d'un nouveau code du travail pour répondre aux exigences actuelles dans un... (Page 02)

**Gestion d'actifs**

**La SOAGA affiche de solides performances en 2020**

Si l'année 2020 a affecté les marchés financiers, elle n'aura pas empêché la Société Ouest Africaine de Gestion d'Actifs (SOAGA)... (Page 04)

**Conseil des ministres au Togo**

**Les grandes lignes des travaux**

Le rendez-vous hebdomadaire du Conseil des ministres s'est tenu ce mercredi 13 janvier 2021 à la présidence de la République sous la présidence ... (Page 05)

**Togo / Piraterie**

**Paris dote Lomé d'un radar de surveillance maritime SeaOwl**

Face à l'augmentation de la criminalité dans le golfe de Guinée, la France va accentuer son soutien... (Page 11)

**Erratum**

Dans sa parution, N°214 en date du Jeudi 14 janvier 2021, du quotidien L'économiste du Togo, une erreur s'est glissée dans l'article intitulé « Inclusion financière au Togo : FNFI, 98 milliards FCFA de crédits octroyés en 2020 ». En réalité, les 98 milliards FCFA mentionnés dans l'article représentent les crédits octroyés depuis le début du programme de 2014 jusqu'en 2020, et non pour la seule année 2020. Il en est de même pour les 1 766 001 personnes ayant bénéficié des produits du FNFI depuis 2014 jusqu'au 31 décembre 2020 et non pour la seule année 2020. La Rédaction de L'économiste du Togo, remercie la Direction générale du FNFI pour sa prompt réaction et s'engage à l'accompagner pour la réussite de sa mission.

**La Rédaction**

## Emploi au Togo

## Un nouveau code du travail entre en vigueur

Au Togo, l'Assemblée nationale a doté le pays d'un nouveau code du travail pour répondre aux exigences actuelles dans un monde en perpétuelle mutation.



• IBRAHIMA Mémounatou, 2ème vice-présidente de l'Assemblée nationale

## • Vivien ATAKPABEM

Entamé le 28 décembre 2020, lors de la 17ème séance de la deuxième session ordinaire de l'année 2020, le projet de loi portant nouveau code du travail a été adopté par les députés le 29 décembre 2020. La séance a été présidée par IBRAHIMA Mémounatou, 2ème vice-présidente de l'Assemblée nationale en présence du commissaire du gouvernement, Gilbert Bawara, Ministre de la fonction publique, du travail et du dialogue social. Deux jours ont permis aux députés d'examiner et d'adopter à l'unanimité les trois cent soixante-dix-huit (378) articles du présent projet de loi portant sur le nouveau code du travail qui a pour objectif une refonte totale de la loi n° 2006-010 du 13 décembre 2006 portant code du travail afin de l'adapter aux évolutions technologiques et de tenir compte de l'universalisation et de la standardisation actuelle des règles du travail ; et bien évidemment pour une meilleure mise en œuvre du Plan National de Dévelop-

pement (PND) et assurer la modernisation de l'économie nationale et l'optimisation des investissements nationaux et internationaux. Les nouvelles mesures sont entre autres le contrat saisonnier (article 56) et le contrat projet (article 57), le télétravail ou le travail à distance (articles 184 et 185). Les modifications introduites assurent la souplesse de la législation du travail, la flexibilité du marché du travail et prennent en compte la sécurité et la protection sociales des travailleurs, le tout guidé par un souci d'équilibre entre les préoccupations des entreprises et les aspirations des salariés. La 2ème Vice-Présidente de l'Assemblée nationale a souligné la portée de ce nouvel outil juridique qui vient renforcer davantage la protection des couches sociales et vulnérables. « Je voudrais donc saisir cette occasion, pour saluer la vision pragmatique du Président de la République, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE en modifiant en profon-

deur le droit du travail pour favoriser la compétitivité et l'emploi, avec à la clé la rénovation du dialogue social, l'amélioration des droits des salariés et le renforcement de la protection des entreprises. Cette grande réforme législative s'inscrit parfaitement dans son mandat social et constitue une concrétisation élogieuse d'un point saillant de ses engagements. L'adoption du nouveau Code du travail traduit la volonté et l'engagement des élus du peuple que nous sommes d'accompagner la politique de l'Exécutif visant à offrir un cadre plus protecteur aux travailleurs. A ce titre, je salue les dispositions particulières relatives à davantage de protection de la femme enceinte, de l'enfant et des personnes handicapées. La loi portant nouveau code du travail permettra également de lever les contraintes et les restrictions en matière des relations de travail, de préciser les conditions, les modalités et les effets de la rupture des relations de travail.

## AUX DECIDEURS...

## Et... c'est reparti...

L'actualité économique d'ici et d'ailleurs au quotidien, leitmotiv du journal « L'économiste du Togo » prend son envol pour le compte de l'année 2021.

D'après Jean-Marie Charron, avant les années 1970, la place de l'économie dans la presse générale était bien moindre qu'aujourd'hui ; les grands quotidiens ont progressivement développé les articles économiques, ont inséré dans leur édition des cahiers ou des suppléments spécifiques. Par ailleurs, des médias spécialisés en économie sont apparus dans la presse écrite, sur les ondes, le petit écran et les sites internet.

Or, nul n'ignore l'importance de l'actualité économique pour le développement d'un pays. Un an déjà que le quotidien « L'économiste du Togo » distille à l'opinion publique nationale et internationale, la crème de l'information économique pour apporter sa pierre à l'édification d'un Togo économiquement fort et prospère, une terre propice à l'investissement et à la prospérité.

Annonces, partenaires publics et privés, lecteurs, sympathisants et autres inconditionnels de « L'économiste du Togo », toute l'équipe dirigeante et rédactionnelle vous remercient pour la confiance toute de suite accordée spontanément à ce nouveau-né du riche univers médiatique togolais.

L'engagement est donc pris au début de cette nouvelle année pour une meilleure production des éditions quotidiennes de « L'économiste du Togo » pour que s'agrandisse la famille des partenaires du premier quotidien économique du Togo.

L'information est capitale pour le développement économique d'un pays. Plus spécifiquement l'information à caractère économique.

Les activités économiques, leurs promoteurs ou leurs responsables ont besoin sans cesse d'informations nouvelles pour se maintenir, pour suivre la croissance de la branche dans laquelle ils travaillent, tant il est vrai aujourd'hui, soit on progresse soit on disparaît. Cette vérité de La Palisse conduit à reconnaître une fois de plus le rôle combien important de l'information dans le progrès économique, qu'il s'agisse de de l'industrie, du commerce, de l'agriculture ou de l'artisanat.

C'est pourquoi, « L'économiste du Togo » s'est donnée pour mission d'informer au quotidien sur les secteurs de l'économie...

KPATIDE Komlan

## Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km <sup>2</sup>	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

## Communications Electroniques au Togo

## L'ARCEP pour une meilleure qualité des services

L'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) s'engage dans un processus d'amélioration de la qualité de service au bénéfice des consommateurs.

• Bernard AFAWOUBO

À Togo, la qualité de service demeure l'une des principales prérogatives dévolues à l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP). Afin de mener à bien cette mission, l'Autorité de Régulation s'est engagée dans un processus qui vise l'amélioration de la qualité de service au bénéfice des consommateurs. Cette démarche se décompose en deux étapes principales et s'inscrit dans une cohérence stratégique du régulateur. La première phase nécessite la mise en place de trois (03) prérequis pour garantir la fiabilité et la crédibilité de la campagne de mesure de la qualité de service ; il s'agit de l'adoption d'un protocole de mesure de la qualité de ser-

vice répondant aux normes internationales ; la refonte des indicateurs et des seuils de qualité de service qui fait également l'objet d'un appel public à commentaires, du 8 au 22 janvier 2021, afin de récolter les avis des parties prenantes, notamment les acteurs du secteur, les bailleurs de fonds qualifiés, les experts, les partenaires ainsi que les associations de consommateurs ; l'acquisition des outils de mesure de la qualité de service sur les réseaux mobiles. En ce sens, l'ARCEP s'est dotée depuis le 17 décembre 2020, de la solution XCAL PU 12, outil de dernière génération. Grâce à cette acquisition, l'ARCEP devient ainsi le premier régulateur en Afrique de l'Ouest à acquérir deux chaînes de mesure (collecte, traitement



• Michel Yaovi Galley, Directeur Général de l'ARCEP Togo

et analyse) de la couverture et de la qualité de service offertes par les opérateurs de téléphonie sur les réseaux 2G, 3G, 4G et 5G. La deu-

xième phase consiste en des campagnes de collecte de données sur la couverture et de la qualité de service généralisées sur toute l'éten-

due du territoire national. Les données ainsi collectées permettront de calculer des indicateurs qui seront ensuite comparés à des seuils de performance établis. En cas de défaillances constatées, l'ARCEP exercera tous les pouvoirs que lui confèrent ses prérogatives du cadre

réglementaire. Par ailleurs, tous les résultats des campagnes feront, systématiquement, l'objet d'une diffusion à l'endroit des consommateurs afin de leur permettre d'apprécier les niveaux de couverture et de qualité de service offerts par les opérateurs et d'orienter ainsi leurs choix.



## Financement de la BIDC

## 131,4 millions de dollars pour six projets

Le Conseil d'administration de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), tenue le 17 décembre 2020 en visioconférence sur « Zoom », coordonnée depuis le siège de la Banque à Lomé, au Togo, a approuvé un financement de 131,4 millions de dollars pour six projets en faveur de cinq Etats membres de la CEDEAO.

• Joël YANCLO

À total, le Conseil d'administration de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) a approuvé un montant de 131,4 millions USD en faveur du financement de six projets dans cinq (5) États membres de la CEDEAO. Ces projets ont été approuvés lors de la 71ème session ordinaire du Conseil d'administration tenue le 17 décembre 2020 en visioconférence sur « Zoom », coordonnée depuis le siège de la Banque à Lomé, au Togo. Ces projets, qui touchent aussi bien le secteur privé que le secteur public, visent à contribuer à



• Président de la BIDC, George Agyekum DONKOR

la transformation des principaux secteurs de la sous-région, à savoir l'énergie, les transports, l'éducation, les infrastructures routières et les PME. Parmi les projets approuvés, deux sont implantés au Sénégal et relèvent respectivement du secteur

privé et du secteur public. Celui du secteur privé, d'un montant de 19,0 millions de dollars US, porte sur la construction de résidences universitaires modernes à Dakar, Diamniadio, Thiès et Kolda, dans le but d'améliorer les conditions d'étude et

d'hébergement des étudiants dans ces quatre villes. Quant au projet du secteur public, d'un montant de 15,3 millions de dollars, il est consacré à la construction d'un pont de liaison entre la gare ferroviaire express régionale et l'aéroport international Blaise Diagne. Par ailleurs, la République de Côte d'Ivoire a également bénéficié d'un financement de 36,7 millions USD pour la réhabilitation de la route Kanawolo-Korhogo. L'objectif de ce projet routier est d'améliorer les activités commerciales et le commerce intra régional entre les pays voisins, à savoir le Mali et le Burkina Faso. Deux projets du secteur énergétique, à

savoir la réhabilitation des centrales hydroélectriques de SELINGUE et SOTUBA au Mali, d'un montant de 11,7 millions USD, ainsi que le financement d'un projet d'électrification rurale en Sierra Leone d'un montant de 36,5 millions USD ont également été approuvés. Le

Conseil a en outre approuvé une ligne de crédit à hauteur de 12,2 millions USD en faveur de Vista Bank en Guinée visant à permettre aux PME d'accéder à des ressources à long terme, ce qui contribuera au taux d'industrialisation du pays.



## Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km <sup>2</sup>	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

## Inclusion financière au Togo

## La stratégie nationale présentée en Conseil des ministres

Le ministre de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel a présenté lors du Conseil des ministres tenu ce mercredi 13 janvier 2021 sous la présidence du Chef de l'Etat, une communication relative à la stratégie nationale d'inclusion financière.



● Bernard AFAWOUBO

La lutte contre la pauvreté demeure une priorité des plus hautes autorités du Togo qui ne ménagent aucun effort. Depuis 2014 et la mise en place du Fonds national de la finance inclusive, l'inclusion financière a contribué à relever le défi de la lutte contre la pauvreté dans le pays. Aussi, elle a permis de réduire les inégalités sociales et de renforcer la résilience des ménages en permettant aux populations vulnérables d'avoir accès à des moyens financiers pour exercer des activités génératrices de revenus.

Ainsi, près de 1,8 millions de crédits ont été accordés représentant 98,14 milliards de FCFA dans le pays à ce jour. Dans le but de tenir compte des ambitions de notre pays déclinées dans la feuille de route quinquennale, de nouveaux produits ont été lancés notamment « N'KODEDE », « KIFFE » et Crédit relance des MTPME. Par exemple, le produit « N'KODEDE » permet aux populations jadis exclues du système financier d'avoir accès au crédit bancaire s'élevant jusqu'à 5 millions de FCFA. Le Togo est ainsi devenue en 2019 le premier pays du classement

dans la zone UEMOA en matière d'accès aux services financiers. Ceci grâce à une progression de près de 80 % au titre du secteur des Systèmes financiers décentralisés (SFD). Dans ce contexte, la stratégie d'inclusion financière proposée a pour objectifs notamment le renforcement du cadre d'intervention de l'Etat en faveur de l'inclusion financière ; l'amélioration de la couverture géographique des services financiers et la mise à disposition de services financiers digitaux via la création d'une banque digitale.

## Agriculture en Afrique

## Finnfund mobilise 70 millions \$

En l'espace de sept mois, OP Finfund Global Impact Fund I de l'agence finlandaise de développement, Finfund, focalisé sur des marchés émergents a collecté 135 millions d'euros pour des projets dans le secteur de l'énergie, de l'agriculture et des services financiers.

OP Finfund Global Impact Fund I, un fonds d'impact finlandais dédié aux pays émergents a bouclé en décembre 2020, sa deuxième opération de levée de fonds en récoltant près de 58 millions d'euros, équivalant à 70 millions \$. Le véhicule se concentre sur trois secteurs d'activités, à savoir : les énergies renouvelables, les institutions financières et l'agriculture durable. « Le fonds bénéficie de notre expertise dans l'identification

des investissements appropriés, issus de notre longue expérience et de nos vastes réseaux internationaux », a déclaré Markus Pietikäinen (photo), directeur des investissements chez Finfund. Et d'ajouter : « en tant que personne qui surveille de près le marché mondial de l'investissement à impact, je prévois une croissance substantielle de l'investissement à impact dans les années à venir ». Cette seconde levée

survient après une première opération de mobilisation de fonds clôturée en juin 2020 avec près de 76 millions d'euros. Cette nouvelle opération porte à 135 millions d'euros, le montant global obtenu à ce jour par le Fonds. Finfund espère obtenir à travers ce véhicule, un impact positif parallèle à des rendements compétitifs.

Avec Agence Ecofin

## Gestion d'actifs

## La SOAGA affiche de solides performances en 2020

Si l'année 2020 a affecté les marchés financiers, elle n'aura pas empêché la Société Ouest Africaine de Gestion d'Actifs (SOAGA) de tirer son épingle du jeu. L'institution qui enregistre au 31 Décembre 2020, un actif net sous gestion de près de 50 (cinquante) milliards, a réalisé de solides performances via ses fonds Epargne Sérénité, Epargne Actions, Epargne Active ou encore BOAD Capital Retraite.

En 2020, la Société Ouest Africaine de Gestion d'Actifs (SOAGA) a enregistré des résultats impressionnants. C'est ce qui ressort de l'analyse de la performance des différents fonds gérés par l'institution. Les rendements du fonds SOAGA EPARGNE SERENITE, symbole de cette dynamique positive, ont connu une hausse de 7,29% en glissement annuel. Ce fonds obligataire enregistre ainsi pour la 3ème année consécutive, une croissance de plus de 7%. En performance cumulée, le fonds SOAGA EPARGNE SERENITE a progressé de 28,21% sur les quatre dernières années. Ces chiffres lui ont permis de devenir le premier fonds obligataire, en termes de rendement, de la zone de l'union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA). Autre réussite éclatante de la SOAGA, le fonds SOAGA EPARGNE ACTIONS a enregistré un bond de 17,63%. Lancé le 30 avril, en plein cœur de la crise du coronavirus, ce produit aura donc surperformé le marché des actions, alors que la tendance était à la baisse de 8,71%. Par cette performance, le fonds SOAGA EPARGNE ACTIONS se classe en tête



des OPCVM de la zone, toute catégorie confondue. Le fonds SOAGA EPARGNE ACTIVE et la SICAV Abdou DIOUF performant respectivement à 9,24% et 2,06%. Le fonds BOAD CAPITAL RETRAITE, qui a fait ses débuts en juillet 2020, affiche une hausse de 4,21%. La SOAGA de par ses performances, a été retenue dans le Top 5 des meilleures Sociétés de Gestion d'OPCVM lors des BRVM Awards 2020 qui distinguaient les acteurs les plus dynamiques du marché régional. En outre, le magazine Financial Afrik a nommé le Directeur Général de la SOAGA parmi les 100 personnalités qui transforment l'Afrique sur deux années consécutives. Si du côté de l'équipe dirigeante

de la SOAGA, ces résultats sont accueillis avec satisfaction, ils ne détournent pas des missions premières de l'institution : renforcer la collecte de l'épargne publique et proposer des produits financiers performants à sa clientèle. Alors que de l'avis des experts, 2021 sera une année de défis, pour la SOAGA, les objectifs sont très clairs : maintenir le cap et réaliser de meilleures performances. Constituée sur décision du Conseil des Ministres des Finances de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) en 1998, la Société Ouest Africaine de Gestion d'Actifs (SOAGA S.A) est la première institution financière à caractère sous régional spécialisée dans la gestion d'actifs.

Avec Financial Afrik

## Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km <sup>2</sup>	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

## Conseil des ministres au Togo

**Les grandes lignes des travaux**

**Le rendez-vous hebdomadaire du Conseil des ministres s'est tenu ce mercredi 13 janvier 2021 à la présidence de la République sous la présidence de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République. Voici l'intégralité du communiqué sanctionnant les travaux.**

**COMMUNIQUE SANCTIONNANT LE CONSEIL DES MINISTRES**

**1.** La réunion hebdomadaire du Conseil des ministres s'est tenue ce jour au nouveau palais de la Présidence sous la présidence de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République.

**2.** Le Conseil a examiné un (01) avant-projet de loi, un (01) projet de décret et écouté cinq (05) communications.

**I. AU TITRE DES AVANT-PROJETS DE LOI,**

**3.** Le conseil a examiné en première lecture un avant-projet de loi organique portant statut des magistrats de la Cour des comptes et des Cours régionales des comptes.

**4.** Cet avant-projet qui s'inscrit dans la continuité de l'avant-projet de loi organique portant organisation et fonctionnement de la Cour des comptes et des Cours régionales des comptes vise à renforcer l'efficacité de leur action en prévoyant une évaluation annuelle des magistrats permettant ainsi de se conformer aux meilleurs standards en la matière.

**II. AU TITRE DES PROJETS DE DÉCRET**

**5.** Le conseil a examiné un projet de décret portant conditions de délivrance, de renouvellement, de suspension ou de retrait, de la carte de presse des journalistes, techniciens des médias et auxiliaires de presse.

**6.** Ce projet de décret pris en application de la loi n°02020-001 du 07 janvier 2020 portant code de la presse et de la communication permettra au Togo de disposer d'un cadre réglementaire favorisant un meilleur encadrement de la profession de journaliste.

**7.** Ce cadre permettra aux professionnels des médias (journalistes, techniciens des médias et auxiliaires de presse) de pouvoir se doter de leur statut et d'exercer leur métier en toute quiétude et sécurité. Avec la carte de presse, les professionnels des médias auront un accès facile aux différentes activités en vue d'avoir des informations de bonne source dans le but d'informer et d'éduquer.

**8.** Enfin, ce projet de décret régularise dans l'ordonnancement juridique national la question de l'accréditation des envoyés spéciaux et correspondants permanents de presse en République togolaise.

**III. AU TITRE DES COMMUNICATIONS,**

**9.** Le conseil a entendu une communication relative au projet de création du Centre National de Lecture et d'Animation Culturelle (CENALAC) présentée par le ministre de la culture et du tourisme.

**10.** Le centre national de lecture et d'animation culturelle en abrégé CENALAC, répond à l'impératif de rassembler désormais, toutes les structures publiques intervenant dans la lecture publique qui sont aujourd'hui au nombre de 66 dont 34 bibliothèques institutionnelles et 32 bibliothèques dites « associées » issues des initiatives privées, associatives et confessionnelles.

**11.** Ce regroupement permettra de mutualiser les organes de gestion, de renforcer l'implication des collectivités territoriales et la mobilisation de ressources pour le fonctionnement. Il vient ainsi capitaliser les efforts du Gouvernement dans ce domaine notamment par la mise en place d'espaces dédiés aux

CLAC dans les maisons des jeunes.

**12.** Le conseil a examiné une seconde communication relative à la stratégie nationale d'inclusion financière présentée par le ministre de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel.

**13.** Depuis 2014 et la mise en place du Fonds national de la finance inclusive, l'inclusion financière a contribué à relever le défi de la lutte contre la pauvreté dans notre pays. Elle a également permis de réduire les inégalités sociales et de renforcer la résilience des ménages en permettant aux populations vulnérables d'avoir accès à des moyens financiers pour exercer des activités génératrices de revenus. A ce jour, près de 1,8 millions de crédits ont été accordés représentant 98,14 milliards de FCFA.

**14.** Dans le but de tenir compte des ambitions de notre pays déclinées dans la feuille de route quinquennale, de nouveaux produits ont été lancés notamment « N'KODEDE », « KIFFE » et Crédit relance des MTPME.

**15.** Par exemple, le produit « N'KODEDE » permet aux populations jadis exclues du système financier d'avoir accès au crédit bancaire s'élevant jusqu'à 5 millions de FCFA.

**16.** Le Togo est ainsi devenu en 2019 le premier pays du classement dans la zone UEMOA en matière d'accès aux services financiers. Ceci grâce à une progression de près de 80 % au titre du secteur des Systèmes financiers décentralisés (SFD).

**17.** Dans ce contexte, la stratégie d'inclusion financière proposée a pour objectifs notamment le renforcement du cadre d'intervention de l'Etat en faveur de l'inclusion financière ; l'amélioration de la couverture géographique des services financiers et la mise à disposition de services financiers digitaux via la création d'une banque digitale.

**18.** S'en est suivi une communication du ministre de la promotion de l'investissement relative à l'adhésion du Togo à la convention des Nations Unies sur la transparence dans l'arbitrage international entre les investisseurs et Etats fondés sur les traités.

**19.** Suite à cette présentation, des études complémentaires seront menées afin de statuer sur l'adhésion de notre pays à ce traité.

**20.** Le conseil a ensuite écouté une communication relative au respect des procédures en matière de collaboration entre les ministères sectoriels et le corps diplomatique accrédité auprès de la République Togolaise présentée par le ministre des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des togolais de l'extérieur.

**21.** Fort de ses excellentes relations avec ses divers partenaires, notre pays entend, dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route 2020 – 2025, améliorer les modalités de discussion et d'échanges avec les représentants des partenaires présents dans notre pays.

**22.** Ainsi, pour garantir la constance des positions et des orientations du gouvernement, toutes les communications et prises de contact officielles entre les ministères sectoriels et les partenaires bilatéraux et multilatéraux concernant notamment les requêtes et propositions de financement, l'acceptation et le suivi des projets ainsi que les signatures de conventions devront se faire soit par l'entremise du ministère chargé des affaires étrangères soit encore par l'entremise du ministère chargé de la planification et du ministère chargé des finances.

**23.** S'en est suivi une communication du ministre de la sécurité et de la protection civile relative aux rencontres d'échanges entre les forces de défense et de sécurité et les populations civiles dans le cadre de la promotion du dialogue entre les civils

et les forces de défense et de sécurité.

**24.** Dans le but de préserver les valeurs essentielles de paix et de cohésion nationale qui caractérise notre pays dans un contexte sous régional agité, le Gouvernement a initié et organisé des rencontres de dialogue et d'échanges entre les populations civiles et les forces de défense et de sécurité dans toutes les régions du Togo et dans le grand Lomé.

**25.** Ces rencontres visent à resserrer les liens de collaboration entre les forces de défense et de sécurité et les populations civiles, cultiver le vivre-ensemble et rechercher des solutions durables pour prévenir les conflits et lutter contre l'insécurité.

**26.** Au total sept (07) rencontres ont eu lieu respectivement à Mango, Kara, Sokodé, Atakpamé, Kpalimé, Adétikopé et à Lomé.

**27.** Au regard de l'impact positif de ces rencontres qui ont réuni des participants venus de tous les horizons, le Conseil a approuvé leur extension à d'autres localités et a instruit pour qu'elles soient tenues de façon périodique et régulière en lien avec la loi de programmation militaire et en relation avec des départements ministériels clés (Armées, Administration territoriale, Justice, Droits de l'Homme, Environnement)

**III. Au titre des divers,**

**28.** Le Conseil a écouté un compte rendu relatif à la tenue vendredi 08 janvier d'une réunion du Cadre de concertation Etat – Secteur privé présenté par le Ministre de la promotion de l'investissement.

**29.** Cette réunion qui marque la redynamisation de ce cadre a été l'occasion pour le Gouvernement de présenter la Feuille de route quinquennale. Le secteur privé a marqué sa disponibilité à répondre aux sollicitations du Gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre de cette feuille de route.

**30.** Le Conseil a félicité le secteur privé pour son dynamisme et la résilience montrée lors de la crise sanitaire liée à la Covid-19 et a encouragé les ministres à se montrer disponibles vis-à-vis du secteur privé qui est l'un des partenaires indispensables pour la réussite des ambitions de notre pays.

**31.** Le Conseil a ensuite écouté deux compte-rendus du Ministre d'Etat chargé de l'administration territoriale.

**32.** Le premier relatif aux décrets portant reconnaissance de quatre (4) chefs cantons. Trois désignés par voie coutumière : Pagouda (préfecture de la Binah) ; Pessare (préfecture de la Binah) ; Sessaro (préfecture de Sotouboua). Un par voie électorale dans le canton de Imle (préfecture de l'Amou).

**33.** Le second est relatif à la suspension pour six mois du chef canton de Vokoutimé (préfecture de Vo) ; du chef canton de Djama (préfecture de l'Ogou) et du chef canton de Gleï (préfecture de l'Ogou) au motif de la mise en place d'une organisation illégale de chefferie traditionnelle.

**34.** Il convient de rappeler que dans sa vision de promotion du développement local, le Gouvernement accorde une attention particulière aux acteurs locaux. C'est dans cet esprit qu'il a revalorisé le traitement des chefs canton. Le Gouvernement a saisi cette occasion pour les féliciter pour le rôle essentiel qu'ils jouent dans la préservation de la cohésion nationale et l'adhésion des populations aux politiques publiques. Il les encourage à maintenir ce sens de responsabilité notamment dans cette période de pandémie.

Fait à Lomé, le 13 Janvier 2021

*Le Conseil des Ministres*

## Changement climatique

### Akinwumi Adesina, « champion » de l'Initiative la « Grande muraille verte »

Le président de la Banque africaine de développement, Akinwumi A. Adesina, a été nommé « champion » de l'initiative africaine « la Grande muraille verte » (GGW).



● Nicole ESSO

Cette nomination est intervenue lors d'un forum organisé en marge de l'édition 2021 du « One Planet Summit » dans le but de fédérer les soutiens en faveur de l'ambitieux projet de plantation d'arbres et de différents végétaux sur une bande de 8000 km, s'étendant à travers les régions africaines du Sahara et du Sahel. La Grande muraille verte constituera une barrière face à la désertification, et l'initiative a pour but la création de plus de 10 millions d'emplois verts dans la région. « Je voudrais également saluer la détermination d'Akinwumi Adesina, le président de la Banque africaine de développement, qui a accepté de jouer le rôle de champion de la mobilisation des ressources et d'aider à lever, d'ici 2030, tous les fonds nécessaires à la réalisation de la Grande muraille verte », a déclaré devant les participants, le président français, Emmanuel Macron. À travers ce rôle de champion, Akinwumi Adesina assurera la mobilisation des moyens garantissant le soutien politique et économique nécessaire à l'initiative. « L'Initiative "la Grande muraille verte" constitue une première étape vers les solutions ancrées dans la nature ainsi que vers les solutions s'appuyant sur le dynamisme des éco-solutions en Afrique », a déclaré Emmanuel Macron. « En termes de sécurité et de viabilité, la France est très impliquée dans cette région. Nous devons renforcer cette initiative au bénéfice des onze pays concernés. » Au cours du forum, Akinwumi

Adesina a annoncé que la Banque mobiliserait jusqu'à 6,5 milliards de dollars américains au cours des cinq prochaines années en faveur de l'initiative « la Grande muraille verte », se joignant ainsi aux institutions multilatérales de développement, aux gouvernements et aux partenaires du développement qui ont promis d'y consacrer plus de 14 milliards de dollars. La Banque mondiale, par exemple, a promis une aide financière de plus de 5 milliards de dollars pour permettre de surmonter les difficultés posées par la réhabilitation et la dégradation des sols et des terres ainsi que pour tenter de résoudre les problèmes concernant le lac Tchad. Akinwumi Adesina a salué l'initiative.

#### Système de défense environnemental de l'Afrique

« La Grande muraille verte fait partie du système de défense environnemental de l'Afrique. Il s'agit d'un véritable bouclier contre les assauts des processus de désertification et de dégradation des sols », a-t-il déclaré. L'avenir de la région du Sahel africain dépend de la Grande muraille verte. Face au changement climatique et à la désertification, sans la Grande muraille verte, le Sahel risque de disparaître. » La Banque accroîtra ses ressources à travers une série de mécanismes, de partenariats et d'opérations tout en s'appuyant sur des sources de financement internes et externes, et notamment sur le Fonds des énergies durables pour l'Afrique (SEFA) et le Fonds vert pour le climat (FVC). Akinwumi Adesina

a souligné que des initiatives actuelles de la Banque comme « Desert to Power », un programme visant à créer au Sahel la plus grande zone de production d'énergie solaire au monde, viendront renforcer et compléter l'initiative de la Grande muraille verte. « Cela permettra de fournir de l'électricité à 250 millions de personnes et contribuera à la protection de la Grande muraille verte. S'il n'y a pas d'accès à l'énergie, la Grande muraille verte ne sera rien d'autre que des arbres qui attendent d'être transformés en charbon de bois. » La Banque s'est engagée à mobiliser 25 milliards de dollars d'ici 2025 en faveur du financement de la lutte contre le changement climatique. L'édition 2021 du One Planet Summit est organisée par le président français Emmanuel Macron et Son Altesse Royale le Prince de Galles. Ce sommet annuel, réunit des dirigeants politiques, des décideurs du secteur privé, des fondations, des ONG et des citoyens, dans le but de trouver des aides financières et d'accroître le financement des solutions orientées vers la lutte contre le changement climatique et la préservation de la biodiversité et des océans, ainsi que pour mobiliser toutes les parties prenantes de la vie publique et du monde économique dans un effort commun. Parmi les autres champions de l'initiative « la Grande muraille verte » figure les musiciens Baaba Maal et Ricky Kej ainsi que la militante écologiste Hindou Oumarou Ibrahim.

## Afrique

### L'initiative de Masen et de la BID en faveur des énergies renouvelables

L'Agence marocaine pour l'énergie durable (Masen) et la Banque islamique de développement (BID) ont lancé récemment une initiative commune de développement de projets d'énergies renouvelables (EnR) stratégiques en Afrique. Elle vise à améliorer la production d'électricité à partir des sources renouvelables sur le continent, notamment à travers le soutien technique et financier à des projets dans les pays membres de la BID.

L'Agence marocaine pour l'énergie durable (Masen) et la Banque islamique de développement (BID) veulent renforcer les capacités de production d'électricité à partir des sources renouvelables et développer un savoir-faire local capable de porter de manière autonome les projets futurs en Afrique. Pour ce faire, les deux parties ont lancé récemment l'initiative commune de développement de projets d'énergies renouvelables (EnR) stratégiques sur le continent. C'était au cours d'un événement virtuel auquel ont pris part le ministre marocain de l'Énergie, des Mines et de l'Environnement, Aziz Rabbah; le président directeur général de Masen, Mustapha Bakkoory, représenté par le directeur de la coopération et du développement international de l'Agence, Ali Zerouali. Le vice-président de la BID, Mansur Muhtar a également assisté à l'événement virtuel. Pour atteindre les objectifs fixés, le Masen et la BID prévoient de soutenir les projets d'énergies renouvelables dans les pays membres de la BID en Afrique à travers la mobilisation des ressources nécessaires et la mise en



place des mécanismes appropriés, intégrant les avantages de la coopération Sud-Sud. « L'Afrique a besoin d'accroître l'accessibilité à une électricité durable, de qualité et à moindre coût », indique Masen.

#### La construction de centrales solaires

Plusieurs projets ont été présentés lors du lancement de l'initiative commune de développement de projets d'énergies renouvelables (EnR) de Masen et de la BID. Il s'agit des centrales solaires d'une capacité cumulée de 30 Mwc à Dosso, à Maradi et à Diffa au Niger. Un projet de trois centrales solaires avec stockage à Djibouti a également été présenté au cours de l'événement virtuel. Les installations devraient être implantées à PK20, entre Mouloud et Dikhil, et entre Goubet et le Petit Bara pour des capacités comprises

entre 10 et 30 Mwc. « Il s'agit également de la centrale solaire Franceville pour une capacité de 150 Mwc et du projet hydroélectrique FE II de 36 MW au Gabon, ainsi que d'une centrale solaire thermique de 50 MW au Sénégal. D'autres projets seront proposés dans les prochains mois par le reste des pays membres de la BID en Afrique », renseigne Masen. L'Agence marocaine pour l'énergie durable et la Banque islamique de développement soutiendront la préféabilité des projets d'énergies renouvelables retenus, dans le cadre de leur initiative commune de développement de projets d'énergies renouvelables (EnR) stratégiques en Afrique. Le memorandum d'entente entre le Masen et la BID a été signé en avril 2019 à Marrakech au Maroc.

Avec Afrik21

## Marchés financiers

### Tidjane Thiam va lever 250 millions de dollars via des SPAC

Tidjane Thiam se remet en selle. Approché par JP Morgan, l'ancien patron de Credit Suisse va lever 250 millions de dollars via des Special purpose acquisition company (SPAC), rapporte le Financial Time.



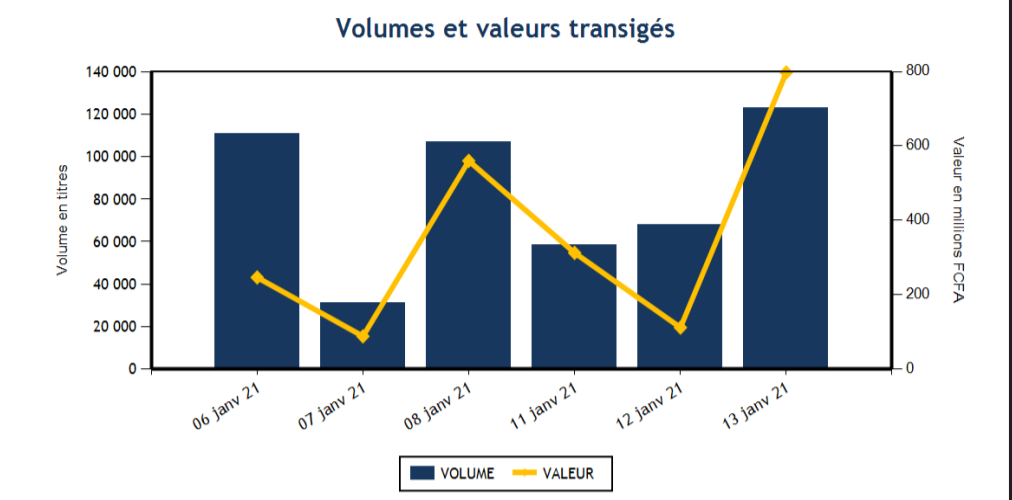
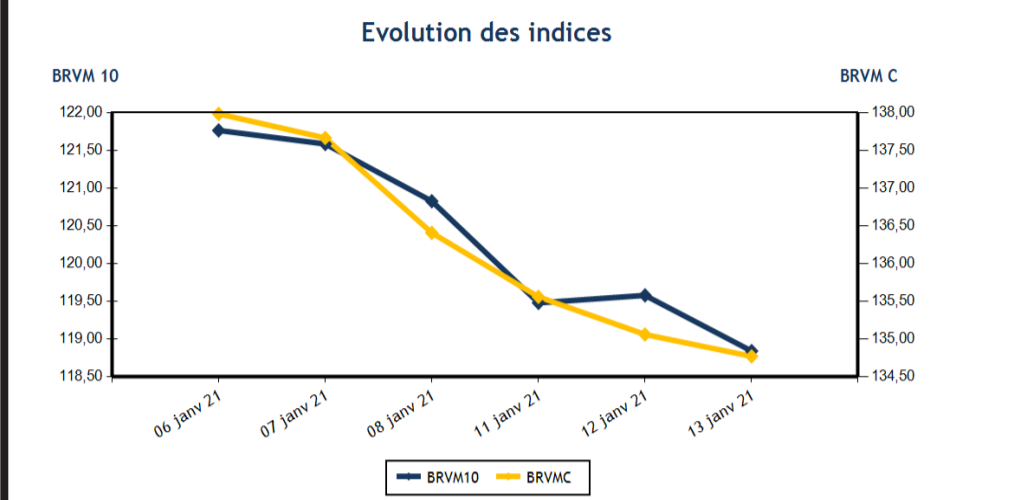
Les SPAC sont des véhicules financiers surnommés «coquille vide» ou encore «sociétés de chèques en blanc». En vogue à Wall Street, ces fonds sont des

«coquilles vides» car n'ayant aucune activité opérationnelle. Les investisseurs qualifiés des SPAC misent sur le rendement des placements. L'objectif de ces coquilles vides est de réaliser – en deux

ans environ – l'acquisition d'une ou plusieurs sociétés non cotées qui pourront ainsi se retrouver cotées sans avoir à passer par un long processus d'introduction en Bourse. Tidjane Thiam, qui a quitté Credit Suisse il y a près d'un an à la suite du scandale des filatures de plusieurs ex-employés, était attendu dans l'arène politique ivoirienne. Ce nouvel épisode devrait ouvrir à Tidjane Thiam une voie royale pour Wall Street, après la City (Prudential) et la place de Genève.

Avec Financial Afrik

<b>BRVM 10</b>	<b>118,84</b>	 <b>BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE</b> N° 8 <b>mercredi 13 janvier 2021</b> Site : <a href="http://www.brvm.org">www.brvm.org</a>	<b>BRVM Composite</b>	<b>134,77</b>
Variation Jour	↓ -0,62 %		Variation Jour	↓ -0,21 %
Variation annuelle	↓ -9,20 %		Variation annuelle	↓ -7,29 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	4 049 402 821 961	-0,21 %
Volume échangé (Actions & Droits)	72 179	7,06 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	289 197 275	167,12 %
Nombre de titres transigés	37	-2,63 %
Nombre de titres en hausse	13	-13,33 %
Nombre de titres en baisse	14	16,67 %
Nombre de titres inchangés	10	-9,09 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 036 729 468 524	-0,08 %
Volume échangé	50 858	14 348,30 %
Valeur transigée (FCFA)	508 487 200	14 487,18 %
Nombre de titres transigés	4	-20,00 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	2	100,00 %
Nombre de titres inchangés	2	0,00 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NESTLE CI (NTLC)	430	7,50 %	34,38 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 975	7,43 %	-4,22 %
SICABLE CI (CABC)	1 060	6,00 %	4,95 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	200	5,26 %	0,00 %
SITAB CI (STBC)	555	4,72 %	4,72 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BICI CI (BICC)	5 550	-7,50 %	-16,92 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	4 135	-7,49 %	-31,08 %
UNIWAX CI (UNXC)	1 055	-4,09 %	5,50 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	1 400	-3,45 %	-6,35 %
BOLLORE (SDSC)	1 435	-3,04 %	-7,42 %

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	36,45	0,58 %	0,55 %	10 194	3 788 905	64,04
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	383,37	0,25 %	-6,60 %	36 485	217 632 375	8,30
BRVM - FINANCES	15	54,73	-0,62 %	-8,77 %	19 419	62 123 470	5,93
BRVM - TRANSPORT	2	351,25	-2,97 %	-7,25 %	105	150 900	6,18
BRVM - AGRICULTURE	5	83,52	-0,07 %	-3,49 %	1 420	3 051 695	6,93
BRVM - DISTRIBUTION	7	206,14	-0,01 %	-8,96 %	4 556	2 449 930	12,54
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	370,16	0,00 %	7,14 %	0	0	4,66
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	9,49	
Taux de rendement moyen du marché	8,34	
Taux de rentabilité moyen du marché	13,49	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	83	
Volume moyen annuel par séance	109 708,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	554 166 125,50	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	0,34	
Ratio moyen de satisfaction	19,05	
Ratio moyen de tendance	5 529,33	
Ratio moyen de couverture	1,81	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	-1,01	
Nombre de SGI participantes	26	

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

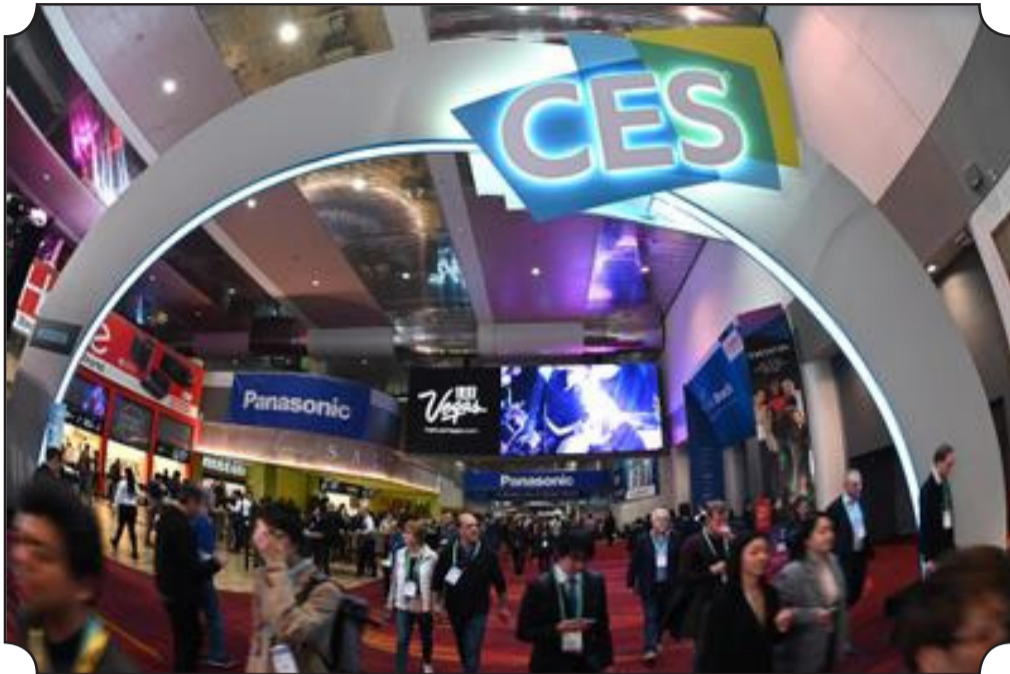
Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



## Salon

## La grand-messe de la Tech prêche des convertis

Après une année de pandémie bénéfique à l'industrie de la Tech, le Consumer Electronics Show a ouvert ses portes lundi dans une édition entièrement virtuelle.



L'édition 2021 du Consumer Electronics Show (CES), le salon annuel le plus connu de l'électronique grand public et des start-up, a été lancée lundi, après une année marquée par l'explosion des technologies dans la vie quotidienne du fait de la pandémie et des mesures de confinement. «Si on croyait aux théories du complot, on pourrait imaginer que les entreprises du secteur ont conspiré pour inventer le Covid-19 afin de forcer la transformation numérique des consommateurs», a plaisanté David Myhrer, analyste du cabinet IDC, lors d'une conférence de presse sur les grandes tendances. Il parlait depuis son salon, comme de nombreux autres intervenants, car le CES a pour la première fois lieu entièrement en ligne, loin des casinos de Las Vegas qui l'hébergent habituellement. Le format virtuel semble avoir découragé de nombreux adeptes: 1800 exposants se sont inscrits, contre 4000 pour l'édition 2020. L'année écoulée a pourtant été extrêmement bénéfique à cette industrie. «La pandémie a appuyé sur le bouton avance rapide en termes d'adoption des technologies, chez soi, au travail et dans les cabinets de médecin», a déclaré Gary Shapiro, président de la Consumer Technology Association (CTA), qui organise le salon. Elle prévoit que les dépenses en technologies aux États-Unis vont atteindre les 461 milliards de dollars cette année, soit 4,3% de plus qu'en 2020, sous l'impulsion notamment des besoins côté streaming, santé et réseaux 5G. Les organisateurs espèrent attirer quelque 100'000 participants, moitié moins que l'année dernière. Ces spectateurs pourront admirer, via leur ordinateur ou smartphone, des robots toujours plus agiles, des écrans toujours plus performants,

des voitures de plus en plus autonomes, des bracelets qui prennent le pouls, des semelles connectées...

## «Covid Tech»

En temps de pandémie, la santé va occuper le devant de la scène. Après la «health tech» «tech de la santé», c'est la «Covid tech» qui est à la mode, avec des masques faciaux connectés et des robots désinfectants pour les bureaux et autres lieux publics. «Des objets qui étaient considérés avec amusement l'année dernière, comme des purificateurs d'air personnels, seront pris beaucoup plus au sérieux cette année», relève l'analyste indépendant Richard Windsor, auteur du blog Radio Free Mobile. Les ventes américaines d'appareils connectés de santé ont dépassé les 630 millions de dollars en 2020, le double de 2019, selon la CTA. Elle projette 1,2 milliard d'ici 2024. Les personnes âgées, chez elles ou en maison de retraite, sont au cœur des préoccupations, avec des robots compagnons faciles à utiliser et des capteurs du sol au plafond, en passant par les lampes et les montres, pour alerter en cas de chute, par exemple. De nombreuses start-up cherchent en outre à répondre aux besoins des entreprises qui veulent rouvrir leurs locaux et créer les conditions d'une «nouvelle normalité». Le Californien mARobotics propose par exemple des caméras capables de scanner une pièce pour prendre la température de toutes les personnes présentes, mais aussi de détecter le non-port du masque ou les infractions à la distanciation sociale.

## Wahou virtuel

Le CES devrait aussi montrer à quoi va ressembler «le futur sous le signe de la 5G», fait remarquer l'analyste Dan Ives de Wedbush Securities. Le géant sud-coréen Sam-

sung, qui avait sorti l'un des tout premiers téléphones avec la nouvelle génération de téléphonie mobile ultrarapide fin 2019, est très attendu sur ce terrain. Il doit d'ailleurs présenter jeudi son prochain smartphone Galaxy, dans un événement marketing à part. Les voitures ne seront pas en reste, même si les spectateurs devront se contenter des vidéos promotionnelles. Audi, notamment, doit lancer sa voiture de sport électrique. Et les constructeurs vont montrer leurs progrès en autonomie des véhicules. «Nous estimons qu'environ mille milliards de dollars vont être dépensés dans ce secteur, et au final par les consommateurs, dans la décennie à venir, avec des leaders comme Waymo/Google, Tesla, Aurora, Lyft, DiDi, Zoox (...)", assure Dan Ives. De lundi à jeudi, la Consumer Technology Association va devoir convaincre que son salon annuel reste un lieu de rencontres, sans les stands, les restaurants et les interminables files d'attente pour les taxis. Le site internet cherche donc à favoriser les échanges et certains événements seront diffusés en direct, y compris pour le grand public. Les spectateurs pourront cliquer sur les stands virtuels pour regarder des vidéos de présentation et participer à des conversations. Certaines marques ont tout de même investi pour impressionner les chalandes numériques. LG, deuxième fabricant sud-coréen d'électroménager derrière Samsung, avait lundi matin un «influenceur humain virtuel», en l'occurrence un avatar féminin, qui a évoqué le dévoilement prochain d'un nouveau robot et des travaux en cours sur un écran de smartphone «roulant».

(AFP)

## Données

## WhatsApp tente de rassurer ses utilisateurs

Jeudi, la messagerie a demandé à ses utilisateurs d'accepter de nouvelles conditions, lui permettant de partager plus de données avec Facebook. Depuis les internautes fuient à la concurrence.



WhatsApp a tenté mardi de rassurer ses utilisateurs, inquiets à l'idée que la messagerie ne partage davantage de données avec sa maison mère Facebook – les nouvelles règles publiées la semaine dernière ayant suscité un mouvement de panique et des records d'inscription chez ses concurrents Signal et Telegram. «Avec toutes les rumeurs qui circulent, nous voulons répondre à certaines des questions les plus communes que nous avons reçues», écrit WhatsApp sur son site web, dans la rubrique «sécurité et confidentialité». «Nous voulons dire clairement que la mise à jour n'affecte en aucune façon la confidentialité des messages échangés avec vos amis et votre famille», déclare la messagerie.

## Whatsapp veut être «transparent»

Jeudi, WhatsApp a demandé à ses quelque deux milliards d'utilisateurs d'accepter de nouvelles conditions d'utilisation, lui permettant de partager plus de données avec sa maison-mère Facebook, sous peine de ne plus accéder à leur compte à partir du 8 février. Les changements ne concernent que les conversations éventuelles avec des entreprises, assure WhatsApp, qui voulait «faire preuve de plus de transparence sur comment nous récoltons et utilisons les données».

Le groupe californien, qui tire ses immenses profits de la publicité ciblée sur Facebook et Instagram, a entrepris de dégager des revenus de ses messageries, comme Messenger, en permettant aux annonceurs de contacter leurs clients, voire d'y vendre

directement leurs produits, comme c'est déjà le cas en Inde, son plus grand marché avec quelque 400 millions d'utilisateurs. WhatsApp a cherché à rassurer les utilisateurs inquiets dans ce pays d'Asie du Sud, en publiant dans les journaux de mercredi un message, en pleine page, qui affirme notamment : «Le respect de votre vie privée est encrypté dans notre ADN».

## Telegram jubile

WhatsApp, racheté par Facebook en 2014, a construit sa réputation notamment sur la protection des données. La mise à jour a provoqué un tollé sur les réseaux, à l'image de l'emblématique patron de Tesla Elon Musk qui a tweeté «Utilisez Signal». «Il y a beaucoup de désinformation sur les conditions d'utilisation de WhatsApp en ce moment», a réagi mardi Adam Mosseri, le patron d'Instagram. L'opération de rattrapage arrive un peu tard: les messageries sécurisées Signal et Telegram font un carton depuis jeudi dernier. «Durant la première semaine de janvier, Telegram a dépassé les 500 millions d'utilisateurs actifs mensuels. Puis les chiffres ont continué de grossir: 25 millions de nouveaux utilisateurs ont rejoint Telegram lors des 72 dernières heures», a déclaré mardi son fondateur russe Pavel Durov, sur sa chaîne Telegram. «C'est une augmentation significative par rapport à l'année dernière», a-t-il poursuivi, expliquant que Telegram avait déjà connu des vagues d'inscription subites durant ses «sept années d'expérience en matière de protection de la vie privée

des utilisateurs». Mais «cette fois-ci, c'est différent», a-t-il dit. «Les gens ne veulent plus échanger leur vie privée contre des services gratuits. Ils ne veulent plus être pris en otage par des monopoles technologiques», a ajouté le milliardaire de 36 ans.

## Signal décolle

Signal et Telegram figurent en tête des téléchargements d'applications gratuites sur les plateformes Apple Store et Google Play dans plusieurs pays. Pour mieux conquérir ses nouveaux utilisateurs, Signal a même publié un tutoriel pour les aider à importer facilement leurs conversations de groupe depuis une autre application de messagerie. Si bien que l'afflux de nouvelles connexions a provoqué certains problèmes techniques entre jeudi et vendredi. «Les codes de vérification sont actuellement retardés (...) parce que beaucoup de nouvelles personnes tentent de rejoindre Signal actuellement», avait expliqué l'entreprise. Lancée en 2014, l'application américaine Signal est considérée par les spécialistes comme l'une des applications de messagerie les plus sécurisées du marché grâce notamment à sa capacité de chiffrer «de bout en bout» messages ou appels audios et vidéos. Fondée en 2013 par les frères Pavel et Nikolaï Durov, créateurs auparavant du très populaire réseau social russe VKontakte, Telegram affirme faire de la sécurité sa priorité et refuse généralement de collaborer avec les autorités, ce qui lui a valu des tentatives de blocage dans certains pays, notamment en Russie.

(AFP)



EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Planification du développement durable	18 janvier et 28 février 2021	En ligne	<a href="https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements">https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements</a>
Conférence internationale sur l'économie, la finance et les affaires	17 au 18 février 2021	France	<a href="https://rsepconferences.com/active-conference-sub-items/submit-here/">https://rsepconferences.com/active-conference-sub-items/submit-here/</a>
Septième session du forum régional africain sur le développement durable	1 au 4 mars 2021	Brazzaville, Congo	<a href="https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements">https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements</a>
salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	16 au 19 mars 2021	Lyon, France	Global-industrie.com
Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique	17 au 23 mars 2021	Addis-Abeba	Papersmart.uneca.org
Sommet de l'innovation organique et des startups émergentes Afrique-Europe	7 et 8 avril 2021	Marseille, France	emergingvalley.com
Rendez-vous international en ligne de l'écosystème start-up Tech	20 au 22 avril 2021		collisionconf.com
salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	<a href="http://www.worldteackconference2020.com">www.worldteackconference2020.com</a> <a href="mailto:infowtc2020@gmail.com">infowtc2020@gmail.com</a>
Conférence sur les développements de l'éducation en économie	1er au 3 septembre 2021	Royaume Uni	<a href="https://www.economicsnetwork.ac.uk/dee2021/submit">https://www.economicsnetwork.ac.uk/dee2021/submit</a>

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Attention, votre chemin sera semé d'embûches ! Des risques, encore des risques dans le domaine financier.

Vous serez tenté de prendre un malin plaisir à vous lancer dans les entreprises les plus audacieuses. Seulement, vous pourriez vous en mordre les doigts très rapidement. Le temps sera à la prudence et non pas à l'audace. Alors, réfléchissez bien avant de sauter.

**Taureau** Cherchez à consolider vos positions durant cette journée, qui facilitera les placements durables et toute initiative dans l'immobilier. Vous serez bien avisé de renoncer à des projets d'un coût exorbitant ou pouvant absorber toutes vos ressources financières.

**Gémeaux** Vu la présente configuration astrale, il vous sera probablement difficile d'éviter un vol ou un cambriolage aujourd'hui. Soyez prudent en toutes choses. Respectez les recommandations de vos contrats d'assurance (serrure trois points, système d'alarme, coupe-circuit automobile, etc.), sinon vous ne serez pas indemnisé en cas de sinistre.

**Cancer** Pluton est un astre ambigu : il peut détruire ou construire. Cette fois, il pourra tout aussi bien vous mettre face à des difficultés financières, de manière à vous obliger à davantage de prudence, que vous faire le cadeau d'une rentrée d'argent inattendue. Quoi qu'il arrive, réagissez en personne prudente et en bon gestionnaire.

**Lion** Ce sera une journée durant laquelle vos chances au jeu seront les plus grandes, notamment au Millionnaire et au Tiercé. Inutile, pourtant, de risquer de grosses sommes ; au contraire, misez petit, et les astres feront le reste pour vous. Consultez votre nombre de chance du jour.

**Vierge** Essayez de vous occuper sérieusement de la gestion de vos finances et de prendre des mesures énergiques. En d'autres termes, tâchez de vous limiter strictement aux dépenses indispensables, étant donné que souvent "c'est pour le superflu que l'on sue" (Sénèque). Sans quoi il y aura de la catastrophe dans l'air.

**Balance** La concertation astrale positive entre Jupiter et Uranus pourra aider certains d'entre vous à améliorer leurs revenus. Pour quelques-uns, c'est un coup de chance imprévu qui va intervenir. Gain à un jeu ? Héritage ? Prime fortuite ? Qui sait !

**Scorpion** C'est surtout dans les affaires financières que vous pourrez obtenir le plus d'avantages, soit par le biais des affections, soit par des protections haut placées et agissantes. Profitez à fond de ces circonstances favorables.

**Sagittaire** L'influence négative de Neptune mal aspecté émoussera votre flair habituel en affaires. Fiez-vous donc à votre raisonnement plutôt qu'à votre instinct. Vous aurez aussi intérêt à demander conseil à des experts.

**Capricorne** Avec cet aspect du Soleil, vous serez d'humeur plus dépensière que d'habitude et risquez par ailleurs d'avoir à faire face à des dépenses imprévues. Ais tout ira bien sur le plan financier si vous restez très prudent et évitez les dépenses inutiles.

**Verseau** Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Evitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à d'épineux problèmes juridiques.

**Poissons** Le plan financier suivra son cours normal. Seuls quelques natifs du deuxième décan pourront connaître quelques petites difficultés momentanées sous l'impact de Pluton. Si c'est votre cas, vous aurez intérêt à vous méfier des décisions impulsives, et à remettre à plus tard aussi bien les achats importants que les emprunts ou les placements risqués.

## L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Email : [leconomistetogo@gmail.com](mailto:leconomistetogo@gmail.com)  
Site web: [www.leconomistedutogo.com](http://www.leconomistedutogo.com)  
REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)  
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

### Administrateur Général

Léonard DOSSOU

### Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

### Directeur de publication

Komlan KPATIDE  
00228 90 05 05 08

### Rédacteur en chef

Joël YANCLO  
00228 97 78 79 07

### Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

### Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

### Direction commerciale

Madjé Wellda AKUE

00228 97 25 84 84

### Correcteur

Michel Yao AYEVA

### Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON

### Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



# Société d'Etudes Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

**Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble**

## Invite

les togolais au respect des mesures prises  
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

# ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre  
le coronavirus COVID-19

### SE LAVER

les mains à l'eau et au savon  
fréquemment.



### UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les  
jeter immédiatement dans une  
poubelle fermée, puis se laver les mains



### SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli de  
coudes en cas de toux ou déternement



### LIMITER

les contacts proches, Maintenir une  
distance d'au moins 1 mètre avec les  
autres personnes, en particulier si  
ils toussent, éternuent ou ont de  
la fièvre.



### NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA  
FIEVRES, DE LA TOUX OU  
DES DIFFICULTES A RESPIRER.



## A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège: Agoé roue de la cour d'appel (derrière JPP institut)  
Tel 00(226) 22 40 40 46 / 92 06 85 06 E-mail sentogo@mail.com Lomé

**Togo / Piraterie****Paris dote Lomé d'un radar de surveillance maritime SeaOwl**

Face à l'augmentation de la criminalité dans le golfe de Guinée, la France va accentuer son soutien à la sécurisation maritime du Togo, en livrant un radar de surveillance qui sera installé par les équipes de SeaOwl Technology Solutions.



La Direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD) du ministère français des affaires étrangères a engagé la société varoise SeaOwl Technology Solutions (ex-Sofresud) pour installer un radar de surveillance maritime à Kpémé, à une vingtaine de kilomètres de la capitale togolaise. Celui-ci, qui devrait être opérationnel au premier semestre 2021, participera à la sécurisation du littoral grâce à un contrôle accru du trafic maritime. La criminalité dans les eaux du golfe de Guinée, liée à de nombreux trafics et à des actes de piraterie, a nettement augmenté au

cours de l'année 2020. Dans ce contexte, l'appui apporté par Paris se concentre sur le renforcement de l'autonomie maritime des Forces armées togolaises (FAT), comme en témoigne la dotation de deux vedettes d'intervention Silinger (Africa Intelligence du 16/11/20). En décembre, un détachement d'instructeurs issus des Eléments français au Sénégal (EFS) et de commandos de marine a commencé à former les FAT au maniement de ces embarcations. Par ailleurs, la DCSD a fait don à Lomé, en fin d'année, d'une cinquantaine de motos destinées à renforcer la mobilité des Forces armées togolaises dans le cadre de l'opération

antiterroriste Koundjoaré sur la frontière nord du pays. C'est en 2019 que SeaOwl Group a absorbé Sofresud, fournisseur de longue date du secteur naval de défense tricolore. SeaOwl Technology se spécialise dans les logiciels de surveillance maritime et les équipements de défense à destination des navires. La société a obtenu en septembre 2020 un permis de navigation hauturière pour piloter à distance des bâtiments sans équipage, démonstration à l'appui dans la

Avec iciLome

**Elections Barça****Emili Rousaud jette l'éponge**

Il était l'un des quatre candidats à avoir obtenu le nombre de signatures suffisant pour pouvoir se présenter aux élections présidentielles du FC Barcelone.

Ancien membre de l'équipe de Josep Maria Bartomeu, dont il s'était éloigné avec fracas, l'homme de 54 ans a finalement renoncé à sa candidature, comme l'expliquent en chœur plusieurs médias espagnols ce jeudi. Rousaud avait annoncé sa volonté de ramener Neymar au Barça ainsi qu'un deuxième crack, et se targuait d'avoir déjà des accords



avec les joueurs concernés. Ils ne sont désormais plus que trois à concourir pour le poste

de président : Joan Laporta, Victor Font et Toni Freixa.

Avec footmercato.net

**CEDEAO****Le parlement tient sa deuxième session ordinaire de 2020**

Ce mercredi 13 janvier 2021 s'est ouverte la 5ème législature du parlement de la Communauté Économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). C'est sa deuxième session ordinaire comptant pour l'année 2020.

L'exercice permettra aux parlementaires d'aborder l'étude et à l'adoption du projet de budget de l'institution pour le compte de l'année 2021. Il sera également procédé au cours des travaux, la planification des activités à mener ainsi que la prestation de serment des nouveaux députés. Aussi, les travaux permettront aux participants d'examiner et d'adopter le rapport du président de la Commission de la CEDEAO, le rapport sur la mise en œuvre du programme de travail de la Communauté et celui du projet de Budget consolidé de la Communauté, exercice 2021. Le projet de rapport de la ses-

**PSG****Le retour convaincant de Neymar**

De retour après un mois d'absence, face à un OM qui ne lui avait pas réussi en septembre dernier, Neymar s'est montré impliqué et calme, avec un but sur penalty à la clé. Mauricio Pochettino pouvait être ravi.



Lorsque Neymar est sorti en pleurs sur blessure lors du match perdu face à l'OL en Ligue 1 le 13 décembre dernier (0-1), beaucoup craignaient une nouvelle longue indisponibilité. Deux jours plus tard, l'entraîneur d'alors, Thomas Tuchel, annonçait qu'il espérait récupérer le Brésilien pour le match face à Lille prévu le dimanche suivant. Finalement, c'est un mois plus tard, le 13 janvier, que Neymar a fait son retour sur les terrains. Sur le banc au coup d'envoi, la star brésilienne retrouvait l'OM, club contre lequel il a été expulsé à deux reprises depuis son arrivée en Ligue 1. Avec la perspective de retrouvailles houleuses avec Alvaro Gonzalez après son



accusation d'insultes racistes lors du Classique du 13 septembre dernier. Entré en jeu à la 65e minute, Neymar a donc de nouveau gambadé sur une pelouse française, amenant tout de suite sa percussive et provoquant très vite des fautes. Dont plusieurs d'Alvaro, qui avait apparemment l'envie d'en découdre à nouveau. Mais Neymar est resté maître de ses nerfs. En conférence de presse, Mauricio Pochettino a d'ailleurs salué le calme du Brésilien. « On a parlé avec Neymar, avec toute l'équipe, avant le match sur la gestion des émotions. Je suis très content de la manière dont l'équipe s'est comportée. » Une implication remarquée Au-delà de sa gestion de

la rencontre se déroule par visioconférence et le Togo y est représentée par Aklesso ATCHOLI (3e Vice-président du parlement de la CEDEAO) et Kounou Nahou AGBANDAO.

Avec iciLome

l'événement, Neymar a montré qu'il avait des jambes sur quelques accélérations foudroyantes, et qu'il n'avait rien perdu de sa science du penalty, en prenant tranquillement Pelé à contre-pied pour le but du 2-0. « Je l'ai trouvé bien, avec beaucoup d'envie. C'est un joueur spécial. Je suis très content pour lui. Je suis content pour le rendement global de l'équipe », a noté Pochettino, au micro de Canal Plus, après la rencontre. On attend la première titularisation du numéro 10 pour en savoir plus sur le rôle que compte lui attribuer son nouvel entraîneur. Thomas Tuchel lui accordait beaucoup de liberté et le plaçait généralement au cœur du jeu. Contre l'OM, Neymar a laissé l'axe à Marco Verratti et s'est placé dans le couloir gauche. Redevendra-t-il le dépositaire du couloir gauche ? On devrait en savoir plus dès samedi pour le déplacement du PSG à Angers. Une chose est sûre, c'est un Neymar impliqué que l'on a vu à Lens, entre bisou sur l'écusson et chambrage sur les réseaux.

Avec footmercato.net

**Baromètres Togo**

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km <sup>2</sup>	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dettes publiques :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata



**Voltic**  
UNISSEZ VOS DESIRS EN UN SEUL GESTE  
UN SEUL GESTE EN UN SEUL GESTE

Bonne &  
Heureuse  
Année 2021

**Voltic**

**f** **t** **i** **Voltic Togo**

*Ne dites plus eau, dites Voltic*

CMJN



**OTR**  
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

**#CQFS**

Avez-vous des interrogations sur les formalités au Cadastre ?  
L'OTR est à votre écoute. L'OTR met à votre disposition un bureau dédié pour le traitement de vos plaintes. En 48h seulement, vous recevrez une suite à votre plainte. Vous pouvez aussi envoyer vos requêtes sur la plateforme numérique dédiée via : **www.otr.tg** ou **www.dadc.gouv.tg**

**f** **t** **YouTube**

Office Togolais des Recettes - OTR